

## CHINE : J'ACHETE MAIS QUI PAYE ?

*Les vêtements ont rarement été si bon marché qu'aujourd'hui, par rapport à notre pouvoir d'achat. Et on dit que leur prix s'apprêterait même à diminuer.*

*Réjouissons-nous ? Mhmm, pas trop vite. Car il n'y a pas de mystère : si nous payons relativement moins cher, d'autres finiront quand même par payer la note.*

Pas un jour ne passe sans que la Chine et ses exportations de textile et de vêtements ne fassent l'objet de commentaires enflammés dans la presse. Et pour cause, les producteurs européens voient d'un très mauvais œil le ras de marée de tee-shirts, chemises, pantalons Made in China qui inondent nos marchés. Cela fait 25 ans que la Chine a ouvert sa muraille aux investisseurs étrangers et a développé un tissu industriel dans les provinces côtières du pays. Aujourd'hui, plus de 20.000 entreprises, plus de 2 millions de travailleurs y fabriquent des vêtements destinés à l'exportation. Plus de 14 milliards de pièces sont exportées chaque année. A elle seule, la Chine fournit ainsi plus de deux pièces de vêtements par habitant de la planète chaque année. Elle devrait rapidement exporter vers l'Europe plus de 50% des habits qui y sont importés.

Ça ne date pas d'hier : la concurrence des pays de production à bas salaires a malmené nos industries textiles et d'habillement depuis près de 30 ans, engendrant fermeture d'usine sur fermeture d'usine et réduisant au chômage une main-d'œuvre souvent féminine et peu qualifiée. Mais cette montée en puissance de la Chine risque de porter un coup fatal aux entreprises qui résistent jusqu'ici. Les 36.000 emplois belges de l'industrie textile et les 17.000 emplois dans l'habillement sont menacés. A l'échelle de l'Europe des 25, ce sont 2,5 millions d'emplois qui sont concernés.

Ce développement était cependant prévisible. Cela fait plus de 10 ans que le système de limitation obligatoire des importations vers l'Europe et l'Amérique du Nord est soumis à un démantèlement progressif. Le 1<sup>er</sup> janvier 2005, tous les obstacles sont tombés.

### **L'inquiétude des travailleurs européens**

Patrick Itschert de la Confédération syndicale européenne du textile, de l'habillement et du cuir a fait part des craintes des travailleurs européens à l'occasion du colloque organisé le 2 octobre dernier par la Campagne Vêtements Propres. L'industrie du textile et de la chaussure est une des premières industries globalisées. Il n'est pas question de demander un retour au protectionnisme et à un système de quotas car il s'agit là de solutions à court terme et chacun doit aussi pouvoir vivre. Il serait absurde de vouloir fabriquer des T-shirts chez nous. Mais le libre-échange doit être encadré par des principes de commerce équitable, d'échanges justes. Il faut des règles pour contrer le dumping économique et social qui concerne aussi les pays pauvres comme le Bangladesh, par exemple. Les codes de conduite ne remplaceront ni la législation du travail ni les conventions collectives négociées. Beaucoup d'entreprises européennes qui n'ont pas su anticiper ont besoin d'un accompagnement. Ouvrir un dialogue avec la Chine est devenu indispensable tout comme une réflexion plus approfondie sur le type de globalisation que nous souhaitons.

## « Et que le meilleur gagne »

Le 1<sup>er</sup> janvier a donc ouvert grand le libre marché et le libre jeu de la concurrence. Pour certains produits, la Chine est clairement en position dominante. Mais bien avant d'exercer cette domination sur l'industrie de la production européenne, sa puissance de production ne va faire qu'une bouchée de l'industrie du vêtement de pays bien plus faibles, comme le Bangladesh par exemple.

L'industrie du vêtement y compte aujourd'hui 1,5 million d'emplois. Des emplois sous-payés (l'équivalent de 10 à 30 euros par mois qui ne permettent pas aux travailleurs de survivre durablement), principalement occupés par des femmes dont c'est l'unique opportunité de travail industriel. La moitié de ces emplois risquent de disparaître très rapidement. Les moyens de vivre des travailleurs concernés seront ainsi réduits à néant du jour au lendemain. Au Bangladesh, il n'y a pas d'indemnités de chômage. Le pays entier risque la déroute puisque les vêtements contribuent à plus de la moitié de ses revenus à l'exportation.

Mais en Chine même, sur quoi repose cette industrie de l'habillement ? Un ensemble de facteurs contribuent bien sûr à la compétitivité de l'industrie de l'habillement chinoise. Pointons en deux : les investissements étrangers (entre autres en provenance d'Europe) et une main-d'œuvre qualifiée parfois de « jetable », comme un vulgaire rasoir anti-écologique. Cette main-d'œuvre est principalement constituée de travailleurs et surtout de travailleuses migrant(e)s.

Le développement industriel de la Chine, déséquilibré entre des provinces intérieures qui s'appauvrissent et des régions côtières qui attirent les investisseurs étrangers, a jeté sur les routes 120 millions de personnes - un chinois sur dix - à la recherche de travail. Sujettes à des discriminations sociales les femmes constituent une grande partie de ce flux et une main-d'œuvre toute désignée pour les industries manufacturières comme celles de l'habillement. Ces jeunes femmes, entre 18 et 30 ans, dépourvues de tout accès à une quelconque sécurité sociale, vont vivre, souvent pendant plusieurs années, dans des dortoirs, tentant d'y sauvegarder une mince intimité. Elles sont généralement payées à la pièce. En période de forte production, elles accumuleront les heures supplémentaires, par obligation de l'employeur et par nécessité d'augmenter ainsi leur faible rémunération pour faire face à des périodes de production plus creuses et préparer un maigre pécule pour leur retour au village. Le décompte repris ci-dessous illustre clairement la situation de la plupart d'entre elles.

### **81,00 € pour travailler 31 jours**

Au mois d'août 2002, en haute saison de production, une travailleuse ayant travaillé les **31 jours du mois**, sans aucun jour de repos, un total de **336,5 heures, dont 127,5 heures supplémentaires** (soit l'équivalent de plus de deux horaires pleins en Belgique) a gagné **729 RMB (81 €)**, frais de dortoir (environ 200 RMB) et autres cotisations déduits. Le même mois, elle a dépensé **316,2 RMB** soit **35 € pour se nourrir, se vêtir, et assurer son hygiène**. Outre ses repas, elle s'est achetée un vêtement, une paire de sandales en plastique, du shampoing, un savon, des serviettes, de la poudre à lessiver, une lotion de soin et du déodorant.

En travaillant de 9 à 12 heures et demi par jour, sept jours sur sept, cette travailleuse migrante a donc utilisé la moitié de son salaire pour assurer son élémentaire survie personnelle de court terme, sans dépenses médicales, sociales, culturelles, éducative, de loisirs ni de transport, et sans dépenses familiales.

## Faut-il alors boycotter les travailleurs chinois ?

A chacun de juger. Mais il est certainement tout aussi important de savoir que des organisations chinoises, de plus en plus nombreuses, soutenues par les milieux académiques, composées de travailleurs sociaux, et de militants de la cause des femmes, des migrants, etc., sont au travail. Elles utilisent toutes les opportunités pour faire connaître aux travailleurs qu'ils ont des droits, y compris aux yeux de la législation chinoise. Bon nombre d'entre elles ont comme priorité la reconnaissance de la liberté des travailleurs de s'organiser en syndicats. Ce n'est pas le cas aujourd'hui et de nombreux travailleurs sont emprisonnés ou internés pour avoir tenté d'organiser leurs collègues, d'exprimer leurs droits et d'exiger qu'ils soient respectés.

# La responsabilité des distributeurs et des marques

Dans tout ce casse-tête chinois, on ne les entend pas beaucoup. Ils vont pourtant tirer la meilleure épingle du jeu. Comme un seul homme, distributeurs et marques se ruent sur la Chine pour s'y approvisionner à bon compte.

Les plus scrupuleux d'entre eux imposent à leurs fournisseurs le respect d'une charte ou d'un code de conduite. Ils exigent ainsi le respect par leurs fournisseurs des législations nationales et de certains droits des travailleurs reconnus sur le plan international. Mais il est aujourd'hui démontré que les responsables des entreprises établies en Chine trichent, y compris les Européens. Falsification de documents, maintien de doubles registres, préparation des travailleurs avant leur entrevue avec le contrôleur sont monnaie courante dans les usines chinoises.

« Pour cause, disent les producteurs, les distributeurs et les marques nous imposent des critères sociaux plus élevés mais ne veulent pas en payer le prix... »

Pression sur les prix, délais de livraison de plus en plus courts, commandes de plus en plus fragmentées, menaces de placer la commande ailleurs, cela ne concourt évidemment pas à une politique sociale responsable.

## J'achète mais qui paye ?

La boucle est bouclée, de retour vers le consommateur que nous sommes tous. Oui, c'est agréable de s'acheter des fringues neuves et d'en changer régulièrement selon la mode qui s'accélère de plus en plus. Mais derrière chaque vêtement, il y a celui ou celle qui l'a produit. Exigez qu'il ou elle soit respecté. Faites savoir à votre vendeur votre souci d'une qualité sociale.

Carole Crabbé, coordinatrice de la Campagne Vêtements Propres  
avec la participation de Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF - Plein Soleil

**L'ACRF souhaite que**

**les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites ;**

**n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

